

ALARME

82

N° 17

5F

n°ISSN 0181-1800

Organe du **Ferment Ouvrier Révolutionnaire** en France

**PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSONS-NOUS,
SUPPRIMONS LES ARMEES, LES POLICES, LA PRODUCTION DE GUERRE,
LES FRONTIERES, LE TRAVAIL SALARIE!
ARMES, POUVOIR, ECONOMIE AU PROLETARIAT!**

POLOGNE - LIBAN

A BAS

LA NATION

ENTRE KREMLIN ET VATICAN

La rébellion du prolétariat polonais a montré des tournures nettement révolutionnaires, dont la transcendance, insinuée dès le début, ne manquera pas de réapparaître, plus nette et plus vaste, dans l'avenir immédiat. Quoi que puissent imposer les sbires polono-russes, en dépit de l'église avec ses sacristains à la Walesa et Mazowiecki (1), malgré les arriérations religieuses et patriotiques de bon nombre d'ouvriers, ce grand combat fera date. Il dépasse très largement l'idée que les ouvriers s'en sont fait, et il heurte de plein fouet les intentions de ceux qui l'ont dirigé, qu'ils soient curés ou civils.

C'est la mobilisation la plus importante et la plus combative de la classe ouvrière depuis la révolution espagnole de 1936-37. Celle-ci clôt une époque en même temps qu'elle certifie comme contre-révolutionnaire le pouvoir de Moscou et les agissements de ses partis où que ce soit; celle-la reprend la lutte à mort contre Moscou, ses disciples et ses laquais, c'est-à-dire contre la représentation directe du capitalisme en Pologne.

Depuis la grande grève de Gdansk, l'été 1980, l'avalanche irrésistible d'assemblées ouvrières et d'arrêts de travail mit à nu, soudain, l'impuissance du Parti Etat dictatorial, sitôt que la classe exploitée se dresse face à lui. Tout paraissait alors possible, y compris le maximum. Mais il y avait un décalage, une contradiction aussi flagrante qu'énorme, entre ce qui était intrinsèque au mouvement et l'expression orale et organique de celui-ci.

C'est ainsi que dès le début, la direction agit comme un butoir qui empêche la progression du mouvement et, de plus en plus, comme un facteur de désorganisation du prolétariat. Le coup de poignard du 13 Décembre, prévisible pour quiconque

(1) L'un des intellectuels conseillers de Solidarnosc, directeur de l'hebdomadaire syndical autorisé par le pouvoir et, signe révélateur, ami personnel du très polonais Wojtyla, Pape de son état. Il est interné et traité, comme Walesa et autres calotins, avec tous les égards du à leurs accointances ... et à ce qu'on attend d'eux.

n'ignore pas la scélératesse du Parti-Etat, ne pouvait être évité, moins encore anéanti, que par une orientation clairement révolutionnaire et internationaliste de la rébellion ouvrière généralisée. Rien de plus impossible pour l'individu Gomp, primat apostolique et vraie direction du mouvement par le biais de ses brebis civils en mal de syndicat "libre"...et de messes télévisées.

Ergo, tous ces messieurs qui depuis les accords de Gdansk sont apparus comme représentants ou conseillers de Solidarnosc, ont servi de marchepied pour le coup militaro-policié de Jaruzelski, c'est-à-dire de Moscou et de son déliquescence parti polonais. Il fallait bien s'y attendre car l'Eglise - il faut le répéter - est une puissance réactionnaire aussi bien par ses intérêts que par ses idées. C'est grâce au stalinisme, encore plus réactionnaire qu'elle dans l'actuelle conjoncture historique, qu'elle peut se prétendre libérale.

C'est pourquoi, d'un point de vue rigoureusement athée et non moins rigoureusement révolutionnaire, la plus grande responsabilité pour le déroulement négatif de la lutte jusqu'au déclenchement de la répression, retombe sur ceux qui, ennemis aussi bien du stalinisme que de l'église, se sont avérés incapables de les mettre au pilori et de se détacher comme centre de ralliement des révolutionnaires.

Tout grand mouvement de la classe ouvrière, aussi large et prometteur qu'il soit, manque à ses débuts d'une notion claire de ses propres possibilités. Il va vers la défaite, et tombe finalement sous la répression de l'ennemi, s'il ne tire pas de sa propre dynamique une idée juste de ses carences. Alors on peut suivre rétrospectivement la trace de son échec jusqu'à sa toute première expression. En l'occurrence, on doit dire du mouvement polonais que l'état de guerre, plus ce qui ne manquera pas de venir, était préfiguré dans la négociation de Gdansk.

Juste au moment où la classe ouvrière se trouvait remplie d'énergie et d'optimisme, ceux qui prenaient le devant comme ses amis et ses interprètes

tes signèrent avec les délégués gouvernementaux un accord reconnaissant au parti dictateur le droit de continuer à chevaucher le pouvoir. Ils légitimaient ainsi les crimes dudit parti, tout en lui permettant d'en commettre d'autres, à sa discrétion. Les plaintes actuelles de ces gens-là ne sont que des larmes de crocodiles!

Tout de même, ce ne fut pas une erreur du mouvement dans son ensemble, mais une décision bien arrêtée des dirigeants du type Walesa et de ses conseillers visibles ou dans la pénombre : les évêques, Glemp, le Pape et plus en arrière plan les gouvernements et les syndicats occidentaux. L'Eglise n'ira jamais au-delà du très ancien : "Au César ce qui appartient au César et à Dieu ce qui appartient à Dieu", c'est-à-dire à l'Eglise. Quoiqu'elle préférerait sans doute avoir affaire à une autre sorte de César, elle sait par une longue expérience, là ou ailleurs, que le COMECON et le Pacte de Varsovie ne l'ont pas empêchée de prospérer, et par dessus le marché de faire parader son humanitarisme, tout en servant de frein ou de soupape d'échappement, d'après les besoins du pouvoir.

La menace militaire russe, les compromis inter-impérialistes (Yalta, Potsdam, etc.) étaient des arguments de choc pour induire la classe ouvrière à accepter comme inévitable le pouvoir existant. Ainsi fut présentée la situation non seulement par l'Eglise et ses pères dans les usines, les mines, les chantiers navals et les haut-fourneaux mais aussi par des athées tels que Kuron et Modzelewski, qui depuis des années avaient dénoncé le système comme réactionnaire.

La première conclusion qui s'impose à l'esprit doit donc être formulée comme suit : ce qui pour la masse ouvrière était une méprise induite par des hommes et des organisations jouissant indument de sa confiance, procédait, pour ces derniers, d'une conception anti-révolutionnaire du problème posé.

Sur le terrain et depuis le grand combat de la Baltique, la révolte du prolétariat était si vaste et si puissante, que le pouvoir -stalinien, il faut le rappeler - se trouvait paraly-

sé, impuissant. Il se voyait dans la nécessité de lâcher quelques concessions, pour éviter que la masse des exploités ne lui tombe dessus et le supprime. Les représentants gouvernementaux à Gdansk, qui en fait ne représentaient rien, hormis leur propre abjection politique et personnelle, se sentirent sauvés lorsque la représentation ouvrière, Walesa en tête, formula ses revendications : droits syndicaux avec accès aux médias, autogestion, messes télévisées et autres balivernes.

Loin d'avoir un caractère révolutionnaire, elles permettraient dans l'immédiat de préserver le pouvoir en place, et serviraient, le temps et les dirigeants syndicaux aidant, à démoraliser la classe ouvrière et la rendre passive, jusqu'au moment d'assener au mouvement un coup de traître. Tandis que le gouvernement érigeait des croix monumentales à la mémoire des ouvriers assassinés en 1970, il préméditait d'autres assassinats, surtout celui du mouvement prolétaire le plus transcendant depuis l'après-guerre.

En somme, les responsables directs de la perfide action Jaruzelski-Brejnief sont Solidarnosc et l'Eglise chrétienne son inspiratrice et utilisatrice. Que le stalinisme parle et agisse avec l'impudence et le despotisme observés -pour la nième fois - et ce depuis le début de la mobilisation ouvrière, c'était aussi naturel qu'inséparable de lui. Aucune personne digne de se dire révolutionnaire ne peut se considérer trompée, ni même quiconque sain d'esprit et honnête.

Il est le produit d'une contre-révolution, la plus barbare qui soit, et il ne changera pas essentiellement, quelque tonalité qu'il se donne, y compris l'eurocommuniste. Vouloir le démocratiser serait une bévue stupide, si ce n'était pas, la plupart des fois, un leurre. Cependant, à supposer que l'Eglise et son syndicat ussent obtenu entière satisfaction à leurs demandes le capitalisme étatique n'en serait pas moins sain et sauf, et le prolétariat exploité.

Il est tout de même vrai que, par rapport au totalitarisme subi sous l'

Allemagne nazie - sans parler de Pilsudski - et ensuite sous la Russie stalinienne, le prolétariat polonais ressentait les droits démocratiques capitalistes comme une rafale d'air frais. Pour cette raison même, les lui présenter comme une panacée ou comme une solution tant soit partielle à ses problèmes, c'était abuser de sa confiance et user sacombattivité, afin de lui couper la route vers la seule solution véritable : la prise du pouvoir, des armes et de l'économie, la dissolution du Parti-Etat et de tous ses organes d'exécution.

La spontanéité du mouvement polonais ne tendait pas vers la création d'un syndicat, quel qu'il soit. Partout, ses assemblées étaient l'équivalent des soviets russes de 1905 et 1917, des conseils ouvriers allemands peu après, des soviets chinois de 1926 des assemblées prolétariennes et des comités-gouvernement espagnols de 1936. Elles étaient donc, à l'opposé des syndicats, des organismes dont le développement et le devenir réclamaient impérativement leur propre pouvoir politique, introducteur lui, de l'organisation communiste de la société.

Nul n'ignore que les gouvernants polonais, singeant leurs maîtres, se disent communistes ; c'est là précisément la plus impérative des raisons pour les marquer au fer rouge comme escrocs idéologiques. L'effet d'une telle dénonciation dans le prolétariat des deux blocs militaires, chez les parias du globe, aurait été énorme et d'une transcendance bénéfique incommensurable. Tout autrement, l'église et ses brebis laïques, Solidarnosc aussitôt constitué, se soumièrent explicitement et très respectueusement au pouvoir des escrocs; bien pire, ils s'engagèrent à ne pas l'attaquer, et offrirent à ces mêmes escrocs de le partager

Kania avoua à Walesa dans un élan de cynisme : "Nous deux, nous sommes les maîtres de la Pologne".

On a beaucoup répété que l'acceptation de la suprématie politique stalinienne était une feinte indispensable

pour se soustraire à la menace russe. Faux, entièrement faux ! et d'ailleurs plus faux que le péril d'invasion armée semblait plus proche dans le temps et plus important du seul point de vue militaire. Tout d'abord, parce que l'Eglise ne veut pas reconnaître que le système dans lequel et duquel elle vit est celui d'escrocs organisés en capitalisme d'Etat. Deuxièmement, parce que cette même Eglise a aussi ses fondements, en Pologne et ailleurs, dans l'exploitation économique et la mystification des grandes masses. Troisièmement, parce qu'une invasion d'un tel genre, russe, polonaise ou autre, trouvera une victoire certaine à moins que les ouvriers fourrés dans l'uniforme ne se révoltent contre leur propre gouvernement.

Il s'agit alors d'une lutte devant être menée par l'internationalisme prolétarien, quelque chose d'entièrement étranger aux cervaux rabougris qui, par le truchement des sacristies et des cercles patriotards, tendaient autour de la classe ouvrière, une barrière de fils barbelés. Ils sont en effet aussi ennemis de l'internationalisme que l'Etat-major du Kremlin.

Quatrièmement et enfin, parce que quelques soient les circonstances d'une grande lutte ouvrière, seul l'internationalisme peut mettre en branle l'action solidaire, convergente et anti-onale des exploités.

Tout au contraire et au mépris de son propre nom, Solidarnosc chercha -et obtint- l'aide des ennemis avérés et dissimulés de tout prolétariat: les gouvernements occidentaux et leurs garde-fous syndicalistes. L'appel en faveur de la constitution de syndicats "libres" lancé à l'adresse de la zone russe alors qu'il ne restait à Solidarnosc que quelques jours d'existence légale, était du même acabit que ses manèges politiques et ses parlottes en occident. Il était en réalité destiné à de futurs leaders syndicalistes, les uns en émigration, les autres dans la clandestinité. Il ne contenait pas un seul mot proposant aux exploités la lutte contre le système économique. Il avalisait ainsi l'incessante falsifica-

tion de Moscou sur le "socialisme réel"

La popularité dont Solidarnosc jouissait avait sa source dans une grande dupperie rendue très aisée par le totalitarisme asphyxiant caractéristique du système russe. La base économique de celui-ci, à savoir la concentration étatique du capital du fait de la contre-révolution (Staline et successeurs) ne peut tolérer aucune liberté politique sans risque de s'effondrer. C'est ainsi que le prétendu "rôle socialiste des syndicats" consiste à faire le garde-chiourme du Parti-Etat auprès de la classe ouvrière : Produire produire sans mot dire!

Solidarnosc aspirait à dire son petit mot, à la manière de la C.F.D.T. française, son paradigme, ou d'un quelconque syndicat en occident, même stalinien. Il voulait discuter avec les propriétaires du capital - en l'occurrence avec l'Etat de la contre-révolution - des conditions dans lesquelles la classe ouvrière serait exploitée, et des avantages et droits dont jouiraient en échange messieurs les dirigeants syndicalistes. C'est ce qu'on appelle le consensus.

Le rôle des syndicats dits libres ne peut être que celui-là. Différence: au sein de la contre-révolution stalinienne les syndicats sont des exploiters directs du prolétariat, en tant que copropriétaires du capital étatique. Les syndicats prétendus libres tirent avantage de la même exploitation, en partie directement, en partie indirectement, et en toute occasion servent de bouclier au capital en empêchant la révolte de la classe contre sa condition de marchandise. Solidarnosc en a fait tout autant et jusqu'à maintenant a réussi à donner le change.

Une conviction s'impose au prolétariat: aucun syndicat ne jouera un autre rôle que celui de serviteur du capital ou de capitaliste lui-même. Indéniablement, ils tirent tous leur plus ou moins grande richesse de là. Il faut le répéter mille fois, car c'est là un concept fondamental, entre autres, pour éliminer de l'histoire

humaine les sociétés d'exploitation.

Le grand équivoque social qui permit à Solidarnosc de ravir l'enthousiasme du prolétariat, ne trompa pas un seul instant le pouvoir stalinien. Il n'ignorait point que l'enthousiasme refluerait au fur et à mesure que Solidarnosc montrerait son refus de l'attaquer révolutionnairement et qu'alors il serait en mesure de jouer du poignard.

Les faits sont irréfutables. Cependant, dans de telles circonstances, à côté de la démoralisation due à des dirigeants fallacieux, il arrive toujours qu'une partie de la classe ouvrière, au lieu de s'abandonner au découragement et de reculer, apprend, tire des conclusions positives, indique la route en avant. C'est ainsi que dans les zones les plus combattives du pays les ouvriers se sont posés ouvertement la nécessité de s'armer et d'arracher le pouvoir politique aux brigands de la "Nomenklature".

Cette tendance représentait, avec plus de netteté et de conscience, la pulsion initiale des assemblées vers le pouvoir, pas du tout vers un quelconque syndicat. Le dilemme ainsi ébauché était - et il sera le même dans l'avenir et pas seulement en Pologne - entreprendre la suppression du travail salarié, pierre angulaire du capitalisme, ou étayer celui-ci à l'aide du consensus syndical.

C'était là une raison de plus pour déclencher la répression policière. L'invasion russe devint une réalité par ce truchement. Elle devait revigorer le Parti-Etat agonisant, mais aussi offrir à tous les Walesa et Glempe de Solidarnosc-Eglise une retraite honorable, tout en les gardant en réserve.

Depuis 35 ans, le Parti au pouvoir et l'église chrétienne, acoquinés malgré certains tiraillements, sont la clef, la relation politique essentielle de l'Etat polonais qui lui, n'est qu'une des métastases du cancer représenté par la contre-révolution russe. Nier ce fait est caractéristique des mentalités réactionnaires, ou aveuglées par l'igno

rance, proies faciles des premières.

L'ancienne bureaucratie ointe des huiles lustrales et autres bons beurres joue en Pologne, par rapport à la bureaucratie ointe de son propre chef "populaire", le même rôle que cette dernière joue en Occident par rapport aux oppresseurs traditionnels. Les méthodes diffèrent, mais pas tellement.

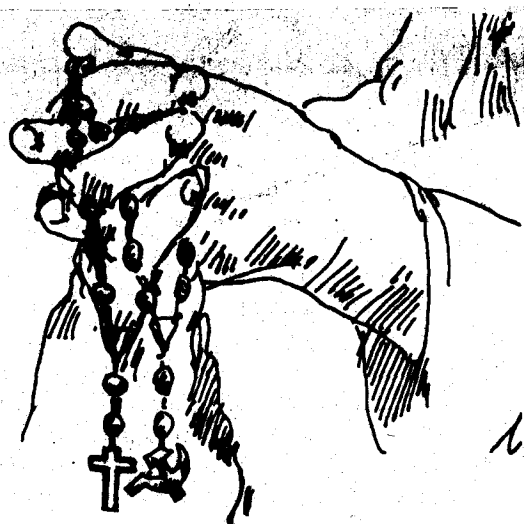
Par contre, il est de la plus haute importance de remarquer que l'une et l'autre sont complémentaires au système. Ces opposants fictifs peuvent même devenir gouvernement, c'est-à-dire régime politique, lors des crises importantes, mais pour sauvegarder le système dont ils intègrent la texture économique et sociale. Dans l'Espagne de 1936, le parti stalinien et ses associés, qui contrèrent la révolution dès les premiers jours, semblaient tout de même des ennemis irréductibles du fascisme clérico-militaire commandé par Franco. La stricte vérité est que sans leurs discours déroutants et chartrants, la masse ouvrière auraient vite rendu compte de la faction clérico-militaire-fasciste et du capitalisme comme système.

En Pologne, Solidarnosc et le clergé ont rendu au stalinisme le même grand service.

Jamais il ne pourra en être autrement car les intérêts basements matériels, les mentalités des uns comme des autres - et jusqu'à leurs rivalités - sont solidement implantés dans l'exploitation de l'homme par l'homme, qui fait leur pâture. La panique devant la révolution leur inspire les fadesses démocratico-bourgeoises susceptibles de mater la puissance combattive des masses et de leur vider la cervelle.

En pleine activité du prolétariat, alors qu'on entendait roder les tanks russes tout autour, Moscou avait pour faire peur à la réaction non stalinienne : "Les gouvernements occidentaux ne savent-ils pas où peut conduire d'encourager des mouvements comme celui de Pologne ?".

Parce qu'ils le savaient aussi bien que le Kremlin, leur soutien fut pour Solidarnosc et l'Eglise, qui empêchaient le mouvement prolétarien de découvrir son propre être, nécessairement révolutionnaire. Il y avait donc convergence entre le Kremlin et les occidentaux, le Vatican en tête. Elle était simultanément condition et produit de leur rivalité inter-impérialiste.



Néanmoins, quelque chose de très positif s'est produit en Pologne et cela continuera. Le prolétariat s'est lancé dans la lutte avec une unanimité exemplaire.

Il s'agit de l'activité de la classe ouvrière en faveur d'elle-même, la plus importante depuis la révolution espagnole. On y voit percer, malgré le noir écran des soutanes, par-dessus les préjugés patriotiques, la reprise du combat contre le capitalisme sous sa forme la plus mystificatrice, celle abritée sous la contre-révolution stalinienne. Celle-ci supprima le mouvement vers la révolution mondiale peu avant la dernière guerre impérialiste; en Pologne refait surface ce même mouvement et devant lui la contre-révolution stalinienne recule.

Pas d'avenir pour les exploités sans échapper à l'étaiu Kremlin-Vatican.

Mars 1982

Traduit d'Alarma n°13

LEXIQUE DE LA TRUANDERIE POLITIQUE CONTEMPORAINE COMPARE AU LEXIQUE REVOLUTIONNAIRE 4^{EME} PARTIE

ANTI-IMPERIALISME :

Acception truandée

Commence où finit ce qui est révolutionnaire. Sous couvert d'une lutte contre un impérialisme, en général le yankee, agit en faveur d'un autre, en général le russe, mais ce peut être également le chinois ou d'autres encore. Historiquement cette désignation apparaît comme le résidu immédiat de la victoire du stalinisme en Russie, la suscitant comme tendance pseudo-révolutionnaire, et la fomentant entre les deux guerres. Inaugure officiellement une politique de puissance capitaliste au sein d'autres encore plus fortes, qui avec le temps et l'aide abondante des Etats-unis octroya à la Russie le rang de seconde puissance impérialiste.

Ce n'est pas la première fois, peu s'en faut, qu'un pays impérialiste ou désirant l'être, dit, agit et contribue à la lutte armée contre d'autres pays dont il convoitait la domination économique ou territoriale. A l'aube du capitalisme, ce fut la lutte de la France et de l'Angleterre contre l'Espagne, en mer, en Europe et en Amérique. L'Angleterre elle-même et les Etats-unis, alors en position d'aspirant appuyèrent à l'aide d'armes et de rhétorique propagandistique l'indépendance de toute l'Amérique Latine où bien-tôt l'impérialisme britannique allait être dominant. Les Etats-unis provoquèrent la lutte à leur tour contre ce dernier et à la fin du siècle devaient déclarer la guerre à l'Espagne et allaient mettre la main sur les Philippines et Cuba au nom de la liberté et de la souveraineté nationale. Hitler en personne s'élevait d'indignation contre " les plutocrates " qui s'étaient partagés le monde sans rien laisser à l'Allemagne, c'est ce qui lui valu la sympathie de presque tous les nationalistes, depuis Peron jusqu'à Sukarno en passant par les rois arabes. Il y a peu de temps encore, nous avons vu la France, à peine relevée militairement en Indochine par l'armée yankee, entoner son couplet anti-impérialiste. En somme, l'anti-impérialisme n'est qu'un aspect du combat inter-impérialiste. Lorsque ce combat se concrétise en guerre mondiale, l'anti-impérialisme se trouve de fait absorbé par l'un ou l'autre camp.

Ce qui caractérise les anti-impérialistes de maintenant est leur charlatanisme révolutionnaire en même temps qu'un esclavage total par rapport aux intérêts, aux notions et aux méthodes du capitalisme décadent et corrompu jusqu'à la puanteur. Ils prétendent construire des nations souveraines et grandes, ce qui fut l'oeuvre du capitalisme ascendant, alors qu'aujourd'hui il est urgent de supprimer les frontières et d'enfouir dans le passé toutes les grandeurs nationales ; ils sont fiers de leur patrie tout comme le bourgeois le plus obtus, le patriotisme étant l'un des pires toxiques de la vieille réaction à extirper des consciences aliénées ; ils projettent l'industrialisation par l'étatisation de l'économie — ce qu'ils nomment socialisme et quand ils arrivent au pouvoir ils établissent des méthodes de travail et d'exploitation encore plus dures que leurs prédécesseurs ; en somme ils parlent de révolution quand ils ne sont qu'une nouvelle réaction. Ils se trompent même là où ils sont sincères, car en retard de plus d'un siècle : l'aspiration à constituer une nation indépendante. Ils ne peuvent développer leur industrialisation capitaliste, ou ne serait-ce que la faire vivoter, qu'en se pliant à la puissance impérialiste occidentale ou orientale.

Rompre cette puissance est une impossibilité physique à moins de liquider la contradiction capital-salariat en faveur du second terme, seule souveraineté révolutionnaire et clef de la souveraineté de chaque individu dans une civilisation communiste mondiale. Mais ces messieurs appartiennent au facteur capital de cette contradiction. La seule chose qu'ils peuvent faire est de canaliser vers d'autres caisses capitalistes la plus-value arrachée aux travailleurs de leur pays sans compter celle qu'ils s'approprient directement. Même ainsi, la puissance économique internationale du capitalisme le plus fort, celui des Etat-Unis, récupère par mille chemins scabreux une partie de la plus-value absorbée par des tiers, même lorsqu'il s'agit de la Russie ou de la Chine. Les messieurs anti-impérialistes ne peuvent échapper à la condition d'agents du grand capital international.

Mais bien avant d'arriver à ces résultats, et même sans les obtenir, ils ont déjà rendu à l'impérialisme du dollar d'une part, à celui de la contre-révolution russo-chinoise d'autre part, le plus précieux des services : refuser la lutte de classe prolétarienne internationale par l'adoption de la lutte entre capitalistes. Amis ou ennemis, le jeu se joue entre truands.

Acception révolutionnaire

Inexistante dans un sens strict car les travailleurs de chaque pays, y compris les plus saccagés par un impérialisme, ont comme ennemi de classe immédiat leurs exploiters compatriotes, à travers lesquels seulement ils peuvent porter préjudice au capital impérialiste et susciter l'action du prolétariat des pays exportateurs de ce capital impérialiste. C'est la lutte du monde du travail contre le capital national et international qui, le détruisant, achèvera l'impérialisme. Les révolutionnaires doivent se dépouiller de tout attribut national, se débarrasser des tares patriotiques comme des poux, afin d'être à même d'organiser partout la rébellion des salariés.

" Toute lutte nationale est réactionnaire. Colonies ou métropoles, Russie ou Etat-Unis, les exploités doivent avoir pour objectif universel immédiat le combat pour la prise du pouvoir, l'expropriation du capital privé ou étatique, la socialisation internationale de la production et de la consommation " déclare le " Pour un Second Manifeste Communiste " du F.O.R .

Le problème posé dans des termes de classe (il n'y en a pas d'autres) les anti-impérialistes apparaissent corps et âme comme des menteurs, soldats volontaires ou mercenaires d'un autre impérialisme et pionniers d'une troisième guerre mondiale. Cela n'empêche pas qu'une partie d'entre eux soit à son tour trompée. De toute façon, un des premiers devoirs est de les mettre en évidence comme ennemis de classe du prolétariat. Ceux qui n'accomplissent pas cette tâche oublient, quand ils ne le trahissent pas complètement, le principe invariable : " Contre la guerre impérialiste, guerre civile . "

Rétorquer avec des textes de Lénine, Trotsky ou de la 3^{ème} internationale est une pure tergiversation exégétique. Indépendamment des erreurs encourues dans ces textes - et pas seulement celles dues aux émasculations anti-impérialistes - les faits et coordonnées qui leurs servaient d'orientation ne sont plus valables aujourd'hui, ils ont changé ou disparu. Les coordonnées dont doit partir la pensée révolutionnaire dans l'actualité sont les suivantes :

1°) Le système de production capitaliste et sa distribution basée sur la vente de marchandises, dépasse les frontières et ressère sans cesse les amares qui lient les faibles aux forts. Mais le monde est une seule entité économique à partir de laquelle on doit élaborer le projet révolutionnaire.

2°) Le cycle de la civilisation capitaliste est clôt et ses résultats matériels sont suffisamment amples pour accomplir la révolution socialiste partout.

3°) La croissance industrielle des pays arriérés est toujours inférieure à celle des pays avancés sans que pour autant on puisse parler de développement de la civilisation capitaliste, ni d'émancipation des premiers par rapport aux seconds. La concession formelle d'indépendance n'implique même pas un affaiblissement de la puissance impérialiste, fait politique important sur lequel comptaient les résolutions des trois premiers congrès de la 3ème Internationale.

4°) Les révolutionnaires des pays arriérés doivent baser leur tactique et leur stratégie en tenant compte du développement économique actuel et possible des pays les plus industrialisés. Ils doivent viser, non à l'indépendance nationale, objectif réactionnaire, mais à l'unité d'une économie socialiste à établir dans tous les continents.

5°) Les révolutionnaires doivent agir comme si le monde entier était un seul pays.

6°) Toute lutte nationale est donc étrangère aux exigences de la révolution communiste mondiale et opposée à elle.

Janvier 1971

Publié dans Alarma n°16
ancienne série

GUERRE DE GUERILLA :

Acception truandée

Prolongement militaire de la politique de puissance capitaliste mise en jeu par Moscou au son d'anti-impérialisme ou anti-fasciste, terme défini ci-dessus. L'introduction de ce changement ou mutation régressive eu lieu en sous-main, tout comme la transformation de la révolution russe en contre-révolution. Si cette dernière s'est révélée comme le fait réactionnaire le plus important de ce siècle jusqu'à présent, la guerre de guerilla a été un de ses instruments tactiques préférés, surtout là où l'instrument stratégique, l'appareil de guerre russe, n'entrait pas ou ne pouvait pas entrer en action.

L'instrument est toujours en consonnance avec l'objectif historique. A l'objectif historique du prolétariat, la révolution mondiale, correspond l'organisation de sa propre rébellion comme instrument à partir des principaux centres sociaux, les villes. A l'objectif de la contre-révolution stalinienne, la domination territoriale ou commerciale d'autres pays, ne pouvaient correspondre que des méthodes militaires, car elles sont aussi antithétiques à la lutte des exploités qu'adéquates à la lutte de ses exploités.

Ayant compris cela, les hommes du Kremlin, en guise de première tentative, mirent Mao-Tsé-Tung en action une fois la révolution prolétarienne chinoise vaincue grâce à eux et au très intime collaborateur d'alors : Chiang-Kai-Chek. Tous les praticiens et théoriciens postérieurs de ce procédé, de Mao à Guevara en passant par Tito et Giap sont des cadets de l'Etat-Major russe. Aussi, sont fonction d'intérêts et de projets contraires à la révolution communiste, les diverses désignations attrape-nigauds qui ont été données au procédé : GUERRE POPULAIRE OU REVOLUTIONNAIRE, ENCERCLEMENT DES VILLES PAR LA CAMPAGNE et des PAYS RICHES PAR LES PAYS PAUVRES, GUERRE DE LIBERATION NATIONALE, GUERILLA URBAINE .

Déjà Mao, et Tito en Europe, doivent leur pouvoir à la dernière guerre impérialiste; ce dernier grâce à l'aide anglo-américaine plus que russe, l'autre grâce à l'abstention des Etat-Unis, qui reconnurent auparavant le droit, à Staline, d'étendre son influence en Chine. Tous ceux qui voudront prendre la peine de jeter un oeil dans les bibliothèques de périodiques découvriront dans les journaux de l'époque le rapport d'un ambassadeur itinérant américain qui conseillait à son gouvernement de couper tout ravitaillement militaire et financier à Chiang-Kai-Chek, ce qui fut fait. Alors l'armée de Mao entreprit la promenade militaire que la propagande grossit par la suite pour la transformer en "longue marche". Les mouvements guerilleros et nationaux postérieurs sont invariablement, partout où ils ont eu ou auront lieu la conséquence de la guerre impérialiste et des préparatifs d'une nouvelle .

Les conquêtes territoriales et économiques de la Russie sont très importantes certes, mais celles des Etats-Unis le sont plus encore par la domination, sans la nécessité d'une occupation militaire stricte, de la quasi-totalité de l'économie mondiale. La Russie a atteint le niveau de grande puissance impérialiste en seconde, mais très en arrière de la superpuissance représentée par Wall Street, le Pentagone et la Maison Blanche. Non obstant, les Etats-Unis ne se heurtent à la Russie qu'en tant que grande rivale à prendre en considération. Pékin aura beau vociférer sur la complicité des deux puissances, la prochaine guerre mondiale, si elle a lieu, aura lieu entre elles principalement. Ceci dit, la disproportion du potentiel belliqueux et économique si défavorable à la Russie -sans parler ici de ses problèmes internationaux- lui impose une tactique à long terme, destinée à diminuer la disproportion en enlevant aux U.S.A. des positions stratégiques et économiques.

De là, l'appui aux mouvements anti-impérialistes, politiques ou de guérilla, quel qu'en soient les auteurs, quand elle ne les crée pas elle-même, du moment qu'ils causent des préjudices et des problèmes à sa rivale. Dans cet ordre tactique s'incluent des faits aussi différents que l'appui au Vietnam du Nord, au Pakistan, au monde arabe comme ensemble racial, l'accord avec la politique extérieure du gaullisme, les tractations politiques et financières avec l'Allemagne Fédérale, le protectorat russe sur Cuba, la vente d'avions et d'armes aux militaires grecs, la proposition faite au Japon de participer économiquement à l'exploitation de la Sibérie (cela étant dirigé également contre la Chine), la cordiale et rentable relation avec Subarte en Indochine, etc... Que la Russie et ses partis aient retiré leur appui aux guérillas en Amérique Latine (et Castro également) signifie seulement qu'elle peut tirer un profit plus important de l'anti-américanisme des militaires et oligarchies, pour le moment du moins. C'est ce qui apparaît clairement en Bolivie et au Pérou.

De toute façon, rien d'important ne peut arriver contre l'impérialisme du dollar, que cela provienne de gouvernants ou de détachements armés transformés en armée, sans que ce ne soit capté par la Russie. La Chine, qui s'égosille en voulant faire pareil, se verra frustrée. Ainsi la Corée du Nord lui échappe et à Hanoï sa voix est moins écoutée que celle de la Russie. On peut assurer que la Chine ne recueillera que les miettes du festin inter-impérialiste dans la péninsule indochinoise... à Moins que les Etats-Unis ne lui laissent une place pour contrecarrer la pénétration russe.

Uniquement dans le domaine mondial de l'effort inter-impérialiste et comme travaux d'approche vers une autre guerre, on comprend l'apparition et la signification des guérillas, ainsi que leur transformation en guerres limitées. C'est une règle invariable, pour ne pas dire loi du mouvement historique lui-même, qu'elles ne surgissent qu'en absence d'une activité révolutionnaire des masses, ou alors immédiatement après leur écrasement. Mao entreprend ses activités militaires une fois la révolution chinoise liquidée avec sa complicité. En Grèce, en 1944, le stalinien Markos fit de même après que son parti eut collaboré avec les troupes anglaises et personnellement avec Churchill pour étouffer dans le sang une insurrection qui réclamait "tout le pouvoir au prolétariat". Ho-chi-minh liquida les armes à la main la commune de Hanoï, assassina son principal dirigeant Tha-Tuh-Tao, pactisa ensuite avec les troupes françaises pour liquider prioritairement les fugitifs de Hanoï, qui constituaient des groupes armés. En Indonésie, Tan Malaka et ses partisans, qui défendaient la révolution, furent encerclés et assassinés par une coalition de staliniens et militaires dirigés par Soerkanou, philofasciste notoire. En Algérie, il ne se passait rien, si ce n'est la découverte d'importants gisements de pétrole dont la domination (Occident, Orient?) est en train de se décider. Enfin, à Cuba, Castro et Guevara entrèrent dans la Sierra Maestra avec de l'argent et de la propagande Yankee, sans rapport avec l'activité des exploités et en se montrant incapables de la susciter. Ce fut la fuite de Batista, imposée par l'ambassadeur américain, qui entraîna la grève générale et permit à Castro de faire une entrée magnifique à la Havane. Quelques années plus tard, la joyeuse clameur de la multitude s'était transformée en pleurs.

Le cas de Cuba est certainement le meilleur pour corroborer ce qui a été dit précédemment. Castro et Guevara n'étaient pas des hommes de Moscou, mais des patriotes ordinaires et comme tels des bourgeois de formation et d'intention. Leurs projets démocratiques ne dépassaient pas ceux de Batista au début de sa carrière, quand il était sergent et qu'il pris le pouvoir. Mais ils se trouvèrent prisonniers de Moscou aussitôt qu'ils voulurent laisser tomber les béquilles de l'impérialisme du dollar. Pour l'Etat-Major moscovite, son implantation à Cuba à eu une importance stratégique qui dépasse de beaucoup l'importance économique et à partir de là, pour les Etat-unis également. Le parcours maximum qu'un guerillero peut effectuer va d'un centre de gravitation impérialiste à un autre.

Il faut préciser des aspects et des conditions concrètes de guerilla, dont l'abondante littérature de Far-West politique ne parle jamais. En premier lieu, ces guerillas n'existent pas dans un sens propre (voir acception révolutionnaire), mais en tant que pelotons armés venant de l'extérieur du pays ou préparés de l'extérieur, quand il ne s'agit pas d'armées permanentes. C'est une armée que constitua Mao-Tsé-Tung, dont la retraite était protégée par la frontière russe et par laquelle il était ravitaillé; même chose pour l'Algérie entourée de pays arabes; ce fut également une armée pour Ho-Chi-Minh, avec la Chine pour soutien et l'orographie si favorable de la jungle. Le contact avec une frontière complice est décisif pour les prouesses des guerillas "anti-impérialistes". Cela permet à l'armée de "libération", non seulement un soutien logistique constant mais aussi un refuge en territoire neutre lorsqu'elle est attaquée, pour réapparaître une fois hors d'atteinte. Sans la condition frontalière tout tombe à l'eau; c'est ce qui arriva à l'armée de Markos, dont les sanctuaires -comme on dit- se trouvaient en Yougoslavie. Lors de la rupture de Tito avec Moscou, les "libertadores" se volatilisèrent.

C'est seulement dans les pays de faible extension territoriale, là où une seule bataille peut s'avérer décisive, que des détachements militaires ont la possibilité de prendre le pouvoir sans frontière-sanctuaire. De toute façon, leur existence dépend encore longtemps de l'aide en armes et en munition de l'extérieur et de la spoliation de la population. Telle est l'histoire jamais racontée de tous ces chefs guerilleros. Au sein même de ces détachements armés, et cette situation empirant au fur et à mesure qu'ils se transforment en armées, les relations sont des rapports de subordination complète devant le commandement auto-désigné, avec toutes les conséquences de discipline et de répression inhérentes au militarisme, jusqu'au droit de vie et de mort sur le soldat sans grade.

Le CHEF doit être révééré, respecté et obéi sans broncher; le CHEF doit être admiré par ses soldats comme un super-homme. Lui fabriquer cette auréole est un des principaux gobe-mouches du "guerillisme" actuel, comme on peut le vérifier dans le livre creux de Debray "Révolution dans la révolution", et même par le ton de la lettre de Guevara que son chef a faite connaître 6 mois après sa disparition. Même si cette lettre est une falsification, chose probable, la manière dont elle a été écrite démontre l'architecture mentale de ses auteurs. Lorsque les travailleurs, dans une révolution, prennent les armes et combattent, ils établissent entre eux des relations de militants à militants, non de subordonnés à chef. C'est ce qui se passa dans les milices ouvrières espagnoles de 1936 et dans toute troupe révolutionnaire, depuis les "têtes rondes" anglaises.

Le recrutement de nouveaux soldats est une chose particulièrement infâme dans ce genre de guerre. Guerre imposée en réalité, les commandements ont recours à la violence et même à la terreur pour augmenter leurs effectifs. Même là où ils jouissent d'un certain nombre de recrues volontaires, comme en Algérie et au Vietnam, ils n'ont pas reculé devant des atrocités du type nazi -ou stalinien, ils se valent- en prenant des mesures de représailles contre les récalcitrants et leurs familles, contre des villes et des villages. En territoire français, le parti de la "libération" tortura et assassina des algériens d'autres partis et ceux du leur qui se refusaient à cotiser. Le nombre d'algériens ainsi envoyés au cimetière dépasse probablement celles des victimes de la répression française. Au Vietnam les méthodes de recrutement étaient les mêmes.

D'autre part, la dite guérilla urbaine est un strident contre-sens inventé exprès pour embobiner. Il s'agit, tout simplement, du terrorisme si pratiqué contre le tsarisme et autres tyrannies, et en Espagne même au 19° et au début du 20°. La similitude est pourtant de forme et non de fond. Le terrorisme du passé était pratiqué par des gens de bonne foi, irréprochables, qui assenaient leurs coups sur les responsables les plus hauts placés d'une tyrannie; ils ne prétendaient pas imposer leur domination et ne se donnaient pas les airs messianiques du terrorisme urbain actuel. Ce dernier est circonscrit dans le schéma de la guerre de guérilla "anti-impérialiste", etc... il contribue consciemment à exacerber la répression gouvernementale et comporte des desseins tortueux aussi bien nationalement qu'internationalement. Leurs coups de main, rapt, assauts, attentats à la bombe, sans aucun rapport avec les problèmes du devenir historique, ne créent au sein de la classe ouvrière aucun mouvement politique. Par contre, dans leur milieu les ambitieux font carrière.

Voilà ce que nous dit, sur le but de la guérilla, l'homme si souvent vanté au nom de Guevara : "La possibilité du triomphe des masses populaires en Amérique Latine apparaît clairement sous la forme de guerre de guérilla faite par une armée de paysans qui détruit la structure de l'ancien monde colonial". Après l'absurde "guerre de guérilla faite par une armée", ce qui nous est offert, c'est "l'encerclement des villes par la campagne", "des pays riches par les pays pauvres", c'est "la pensée Mao-Tsé-Tung" balbutiements de médium inspiré par Staline.

A partir d'une semblable niaiserie, l'émancipation du prolétariat n'est pas l'oeuvre du prolétariat lui-même mais ...des paysans. Les esclaves salariés seraient secourus par le "minifundio" capitaliste. Telle est la découverte théorique de ces messieurs anti-impérialistes.

En fait, réaffirmons-le, il ne s'agit point d'une théorie ou d'un principe, mais d'une stratégie militaire dressée pour faire passer l'axe impérialiste de l'Ouest à l'Est. Les guérillas ne promettent l'écartèlement des latifundias en microfundias que pour les transformer ensuite en propriété capitaliste étatique, de même que pour les industries, les habitants de la campagne devenant ainsi des salariés. Loin d'être brisées les structures capitalistes sont par ce moyen réorganisées et revigorées au maximum. Si, laissant libre cours à l'imagination, après les quatre ou cinq Vietnam que demandait Guevara, nous assistions à l'effondrement de l'impérialisme américain, nous verrions également la plus-value mondiale, qui aujourd'hui afflue vers lui, changer de direction vers la Russie ou la Chine si les vicissitudes entre ces deux dernières se soldaient à l'avantage de la seconde.

Acceptation révolutionnaire

Inexistante à notre époque. Lorsqu'elle en avait une dans le passé, elle fut révolutionnaire bourgeoise. Aujourd'hui dans le cas où l'armée d'un pays serait détruite par l'armée d'un autre pays qui s'installerait donc comme occupant, la défense nationale ne pourrait exister que par l'adoption de la forme de guérilla ou de résistance nationale. Celles-ci ne sont qu'un aspect irrégulier et provisoire de l'ancienne armée. D'autre part, l'acceptation de la défense nationale a toujours été comprise par les révolutionnaires comme une désertion face à l'ennemi de classe. Ce n'est pas parce que "leur" pays a été vaincu et occupé qu'ils vont l'accepter dans sa forme irrégulière.

Faire partie d'une guérilla dans le "maquis", la forêt vierge ou la montagne, c'est pratiquer la même défense nationale qu'en s'engageant comme volontaire dans l'armée nationale. En poussant la rigueur théorique à l'extrême, la différence -pour aussi énorme qu'elle paraisse- entre la moins experte des guérillas et la guerre classique ou thermonucléaire est juste quantitative, d'aucune façon qualitative. Et l'aspect quantitatif diminue pour disparaître en définitive, en tenant compte que l'une peut entraîner l'autre et qu'elle sert d'avant-poste pour cela dans le passé.

ce fut le cas de la résistance nationale yougoslave, française, italienne, polonaise, etc...ainsi que de la nouvelle entente entre Mao-Tsé-Tung et Chiang-Kai-Chek pour lutter "contre l'envahisseur" japonais et en même temps contre la

révolution. A travers cette sorte de défense nationale, on passa à la défense nationale régulière et à la conservation d'un capitalisme qui n'avait plus aucun droit à la vie. C'est de tout cela que provient le borborygme dans lequel se trouve le prolétariat.

La guérilla est une méthode de lutte bourgeoise compatible avec le développement du capitalisme, l'indépendance nationale et la révolution démocratico-bourgeoise. Tel était sa raison d'être dans le passé, avec ou sans succès, et sans tenir compte des cas particuliers comme celui des chouans, serfs contre la révolution française. Le cas le plus classique est celui des guérillas espagnoles à partir de 1808, et qui donnèrent son nom à cette méthode. Au début (voir ce que Marx a écrit dans "la révolution espagnole") c'étaient des groupes d'hommes volontairement unis pour accomplir des actions-surprises contre les troupes françaises et qui se dispersaient après chacune d'entre elles, chaque homme retournant à son travail quotidien. Lorsqu'elles furent permanentes et acceptèrent de se subordonner aux armées alliées anglo-espagnoles, elles mitigèrent leur aspect révolutionnaire. Les dites guérillas aujourd'hui, n'ont rien à voir avec celle dont nous venons de parler. Comme à notre époque, il n'existe nulle part la moindre possibilité de révolution démocratico-bourgeoise, ni même d'indépendance nationale les pseudo-guérillas deviennent l'armée si elles trouvent les facilités logistiques indispensables, apparaissent face au prolétariat, simplement et tragiquement comme un appareil guerrier conquérant lancé sur lui et donc comme une force policière.

En cette qualité, et par leurs objectifs nationaux et internationaux, les petits tyrans de la "guerre populaire" n'ont que la seule perspective de servir de pions dans la lutte réactionnaire entre blocs impérialistes. Les révolutionnaires ne peuvent sous aucun prétexte, se prêter à ces lugubres magouilles. Ils savent que via Moscou ou via Pékin, on fait le jeu de l'impérialisme américain, de la même façon que via Washington, on fait le jeu de Moscou et de Pékin. Car la préoccupation première des uns et des autres consiste à empêcher la révolution prolétarienne de se dresser, condition clé pour qu'ils puissent se disputer entre eux la domination économique et policière du monde.

Le bavardage anti-impérialiste devient donc un acte pro-impérialiste en général, et la démagogie sur la guerre révolutionnaire une guerre impérialiste locale.

Les guérillas comme celles qui se formèrent en Espagne juste après la victoire de l'armée franquiste méritent une autre appréciation. Elles n'obéissaient pas à un projet perfide et elles n'exhibaient aucune prétention de libération. Elles furent, tout simplement, le produit de l'instinct de conservation. Ses membres ne pouvaient pas sauver leur vie d'une autre façon. Et lorsque, la tuerie de 1939-45 finie, le stalinisme essaya de les utiliser pour ses propres objectifs, selon le modèle de la résistance, de la défense nationale, il fit tout ce qu'il put pour les maintenir et les agrandir artificiellement, au lieu de sauver ses hommes. Il y introduisit le venin de sa propre fausseté et aggrava la répression franquiste. Ce fut un des épisodes les plus abominables du stalinisme espagnol, et il n'en est pas avare.

Enfin et indépendamment de toute considération politique, les guérillas n'ont pas d'application durable dans les conditions guerrières du monde. Encore plus quand il s'agit des pseudo-guérillas manipulées par Moscou ou Pékin ou leurs partisans. La révolution communiste est un processus d'apprentissage combattif et idéologique des exploités, qui doit se faire obligatoirement sur les lieux de travail et en relation directe avec la suppression du caractère capitaliste des moyens de production, ce qui n'a rien à voir avec la nationalisation comme nous l'avons vu antérieurement. Un des premiers apprentissages dans cette direction, c'est que Moscou et Pékin représentent la face orientale de l'ennemi de classe, à combattre avec autant d'acharnement que la face occidentale. Les mesures que prendrait une révolution communiste en Russie ou en Chine ne se distingueraient en rien d'important, et disons le bien fort, en rien d'économique, de celles qu'il prendrait aux U.S.A. ou dans d'autres pays. Devant cette tâche, les vœux d'une révolution purement politique en Russie et pays frères, avec lesquels un trotskysme sans nerf et au crâne vide nous fait bailler, sont un vain chuchotement réformiste.

Une des dernières nouveautés tapageuses mise en circulation par la truanderie politique contemporaine. On ne peut pas dire si elle provient d'une cervelle stalinienne ou de ses alliés "progressistes" occidentaux. Peu importe. Il faut remarquer par contre, qu'il s'agit d'une reconnaissance explicite de la nature bestiale des régimes dits à tort socialistes. Elle était en pleine vogue pendant le court laps de temps où Dubcek a exercé le pouvoir en Tchécoslovaquie. Elle a des partisans partout où le stalinisme domine, même en Russie et en Chine et elle jouit presque de l'unanimité du stalinisme non-gouvernant. Pour l'un, c'est un obstacle politique à mettre en branle face à une attaque du prolétariat, pour l'autre c'est un excipient pour faire avaler sa drogue aux travailleurs qui se méfient de lui, et surtout aux organisations bourgeoises qu'ils pensent utiliser comme marche-pied avant de les absorber, car ils croient pouvoir dominer la classe ouvrière, quoi qu'ils fassent et quoi qu'ils disent, par la force de l'encadrement syndical et policier. Exemple : avec son masque humain, Santiago Carillo a atteint la "hauteur" (Carillo dixit) d'un "pacte pour la Liberté" avec les proches collaborateurs et ex-ministres du plus grand assassin parmi lesquels Ruiz Simenez n'est pas le pis. Avec son vrai visage il aurait dû se contenter de quelques charognes déplumées.

On ne peut pas juger le stalinisme par ce qu'il dit, mais par ce qu'il fait quand il est au pouvoir. Dans aucun pays où il gouverne il y a la moindre liberté, ni pour les travailleurs, ni pour personne. La grève est beaucoup plus difficile et entraîne des conséquences plus graves que sous Franco (récemment : Pologne). Même dans la Tchécoslovaquie de Dubcek il n'y a pas eu un seul jour de liberté pour la classe ouvrière et les révolutionnaires durent rester dans la clandestinité. Le "Printemps" si célébré n'a pas permis l'éclosion de quoi que ce soit de contraire au capitalisme existant. Même les sociaux-démocrates qui ne cherchaient qu'à servir l'Etat sans à avoir peur des répressions futures, furent contenus. Et s'il y a des travailleurs et des révolutionnaires en général qui prirent certaines libertés, pas un seul jour elles ne furent légales. La liberté permise était pour renforcer la domination bancaire du Parti; Dubcek et les siens le répétèrent presque chaque jour. Loin de tout cela, ce dont il s'agit pour la liberté révolutionnaire du prolétariat, de tous ceux qui ne sont pas des réactionnaires staliniens ou classiques, c'est de détruire ce Parti, son Etat, son capitalisme. Pour couper court à un mouvement qui aurait pu aller jusque là, les divisions blindées russes envahirent la Tchécoslovaquie.

Acception révolutionnaire

Inexistante. Non seulement il y a redondance lorsqu'on dit socialisme à visage humain, ou encore socialisme libertaire, mais cette redondance est une mystification dans la bouche de ceux qui prétendent que le système de propriété des pays de l'Est est socialiste. Si un jour l'un de ces pays décrétait et respectait les libertés appelées "droits de l'homme", ça n'en serait pas moins un système capitaliste démocratique basé, comme tous les autres, sur la liberté d'exploiter le travail salarié. La propriété socialiste, au contraire, commence par la suppression de cette liberté dont l'existence donne aux instruments de production leur nature capitaliste, quelque soit l'étiquette dont se dote le pouvoir. Tous les amis du stalinisme attendent ce jour comme celui de leur propre rédemption, certainement pas celle du joug de l'exploitation qu'ils ne subissent pas, mais des trahisons, des crimes qu'ils ont commis avec lui ou qu'ils ont couverts. De là leur extase devant le "socialisme à visage humain".

Il est exclu qu'un tel cas se présente. La période historique que nous vivons et la nature étatique du capitalisme oriental empêchent là-bas l'existence stable d'une démocratie capitaliste. Elle pourrait par contre apparaître comme moment d'indécision entre le combat révolutionnaire du prolétariat, qui se trouve sûrement en gestation, et la contre-révolution gouvernante. Elle disparaîtrait pour laisser place à la situation antérieure ou pour céder le pas à la révolution communiste. L'odieuse caste dictatoriale ne l'ignore pas ; c'est pourquoi elle laisse subsister en son sein les tendances dites humaines, bien qu'en les écartant car demain, lorsque les masses en rébellion les assiègeront, elles seront l'ultime recours contre elles.

Le socialisme n'a pas à se justifier en se disant à visage humain ou humaniste. Nous laissons cela aux gens placés dans la hiérarchie qui sont dans la possibilité d'exercer sur les hommes, dans le travail, dans la vie privée et politique, un pouvoir coactif plus ou moins limité en droit ou discrétionnaire. Le socialisme, c'est beaucoup plus que cela; c'est l'homme débarrassé de toutes les entraves sociales et mentales imposées par d'autres hommes, c'est la liberté à partir du premier souffle d'existence pour l'égalité complète des possibilités, c'est l'impossibilité de devoir vendre sa force de travail et de création pour vivre, c'est l'épanouissement de chaque individu par sa participation dans les travaux qu'il désire, c'est la liberté et la démocratie devenues une exigence fonctionnelle de la civilisation, c'est l'humanité en possession de ses facultés cachées et aliénées. Tel l'énergie de l'astre diurne ou tel l'apparition de la vie sur la Terre, il n'a pas besoin de se justifier et ne reconnaît aucun Dieu. Tout le reste n'est que tromperie.

Fin

Avril 1971

Publié dans Alarma n°17
ancienne série

Pour toute correspondance:

ALARME
Boîte Postale **329**
75624 Paris cedex 13

Imprimerie: Ed. F.L.
33 rue des Vignoles, 75020
Dépôt légal 3ème trimestre 82
Directeur de la publication:
P. Maréchal
Commission paritaire: n°61890

ADRESSES DU F.O.R. HORS DE FRANCE:

- Espagne (ALARMA): écrire à l'adresse
suivant sans autre mention: APDO.5355
Barcelona
- Grèce (SYNAERMOS): écrire à l'adresse
de Paris.
- Italie (ALLARME): même topo que pour
la Grèce.

Permanences à Paris: nos permanences se tiennent dans une salle de la librairie Cherche 3 rue Max Dormoy, 75018 (Métro La Chapelle) de 14h à 16h, les seconds **samedis** de chaque mois.
Permanences à Clermont-ferrand: Tous les 2ème vendredi de chaque mois au bar de la gare routière à clermont de 18h30 à 20h 30.
Permanence à Tours: Tous les derniers samedi, tous les 2 mois à partir du 30 Octobre. 82 Av. café: "Le CONTINENTAL", Place du Palais de 15^h à 17^h.

SS SOUSCRIPTION SS
SS Pour développer la diffusion de nos SS
SS idées en France, en Espagne, SS
SS , en Grèce et éventuellement dans SS
SS d'autres pays, nous avons besoin de SS
SS moyens financiers supérieurs à ceux qui SS
SS sont les nôtres. Envoyez-nous votre SS
SS soutien à l'ordre de: ALARME SS
SS CCP n°151628 U Paris SS

Abonnements

ALARME ORGANE du F.O.R. en France
1^{er} an.....4n°.....20 F
ALARMA organe du F.O.R. en Espagne
1 an.....4n°.....20 F

Les paiements de publications et les abonnements doivent être effectués à l'ordre de:
ALARME
CCP n°151628 U Paris

DLP - ISRAEL : 2 ETATS CONTRE LE PROLETARIAT

Après onze semaines de guerre et de tractations, les combattants palestiniens s'en sont allés du Liban, contraints d'évacuer, la larme à l'oeil mais l'allure fière. Les israéliens quand à eux se sont retranchés dans leur tanière, après s'être bien assurés qu'aucun méchant palestinien de l'OLP ne respirait à mille kilomètres à la ronde au delà de leurs propres frontières.

Résultat de tout cela : une population civile massacrée, ce après 7 ou 8 cessez-le-feu et on ne sait plus trop combien de bombardements. Qui donc s'est soucié de cette population dans l'histoire ?

Les israéliens dont l'objectif officiel était de repousser les palestiniens à 40 kms de la frontière nord d'Israel, n'ont pas lésiné sur les bombardements massifs, effectués par terre - air - mer sur Beyrouth. Quand aux palestiniens, trop contents de pouvoir montrer du doigt les israéliens-massacreurs, n'ont en fait rien fait d'autre que de prendre la population civile en otage, d'en user, d'en abuser et de se protéger derrière elle : quelle trop belle occasion que de pouvoir se servir de ces massacres innocents comme rempart et propagande pour la noble cause palestinienne.

Malheureusement ce que l'on ne peut nier dans l'histoire, c'est que l'on retrouve de part et d'autre un phénomène typiquement capitaliste : un total mépris de la vie humaine et de toute vie humaine !

Mais que voulaient exactement l'un et l'autre camp ? Peut-on parler d'orientation progressiste derrière tout cela ?

Pour les palestiniens il s'agit de constituer un Etat Palestinien et pour les israéliens de défendre un état constitué sur le sang de leurs souffrances (souffrances qu'ils traînent en boulet depuis des millénaires et dont ils n'hésitent pas à se draper pour les faire subir à d'autres) .

Nation constituée ou Nation à constituer, de toutes les façons nous y sommes exploités.

Le prolétariat israélien (et oui il existe) par la force et l'idéologie tant religieuse que chauvine de l'état israélien, subit la même misère sociale de toute classe ouvrière nationale unie derrière Son Etat, Sa Police, Son Armée, Sa Justice, Son Economie.

Quant aux palestiniens le but qu'ils poursuivent est dépassé, réactionnaire et inécessaire : une "Palestine Indépendante" dépendrait d'autres puissances et ce parce que l'économie capitaliste actuelle, qui domine toute la planète, ne tolère pas d'indépendance.

Vouloir constituer une nation n'affaiblit en aucun cas le capitalisme et signifie au contraire qu'on constitue une police et une armée pour mieux centraliser l'exploitation de la classe ouvrière aux mains de l'Etat.

Qui donc est l'OLP de ce " Peuple Palestinien ", sans " Patrie " et sans " Nation " ?

Parti-Etat ou organisation, recevant toutes sortes d'appuis politiques, armés et financiers des autres populations palestiniennes laborieuses d'Israel et Liban, des autres pays arabes et bien sûr de l'URSS, l'OLP n'est autre que la couche capitaliste du " Peuple palestinien ". Une armée de mercenaires exploitée par la Russie, trop contente de soutenir n'importe quel mouvement de lutte, du moment que cela fout la merde dans le camp d'en face.

L'indépendance nationale a partout aggravé l'assujettissement économique et politique des travailleurs et en aucun cas n'a affaiblit la continuité du capitalisme et la concurrence dominatrice des diverses grandes puissances : chose que tout vrai révolutionnaire doit combattre.

Aussi bien en Israel que dans les rangs du " Peuple palestinien ", dans les deux cas, les travailleurs sont enrégimentés pour soutenir une cause qui n'est pas la leur : d'un côté comme de l'autre on les pousse à la boucherie. Quelle victoire pour les capitalistes, quand le prolétariat accepte de suivre une lutte qui n'est pas la sienne, sur un terrain capitaliste, noyé dans une entité réelle ou fictive, qui se consolide à mesure que le capital augmente sa domination sur lui. Répétons-le : les mouvements nationaux n'ont pas de base dans les nécessités et le devenir immédiat de l'humanité; ils ne sont rien d'autre qu'un affrontement inter-impérialiste combiné à une lutte anti-prolétarienne.

Les prolétaires n'ont pas de patrie, et le seul moyen de ne plus être des prolétaires, c'est de pointer les armes contre ses propres généraux, de transformer la guerre impérialiste en guerre civile, de prendre le pouvoir et l'économie afin d'en finir avec le salariat, les guerres et l'exploitation.